

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 01 NOVEMBRE 2019

484

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Sécurité

Konna crée une brigade de surveillance



Tribunal de Grande Instance de la Commune V :
Abdoul NIANG et Bouba FANÉ en prison



Le Dialogue national inclusif : À quoi sert-il à part distribuer l'argent ?

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Sécurité : Konna crée une brigade de surveillance	P.4
Brèves	Résolution de la crise : Ces préalables à observer EN UN MOT: Les non-dits d'un congrès Atelier sur le processus budgétaire de l'Etat : Des innovations en cours pour le secteur Frontière Mali-Algérie : Une passoire offerte par l'Algérie IBK en Russie : Enième propagande politicienne du chef de l'Etat IBK à propos de Sotchi : «La Russie est prête à répondre à la demande Africaine dans tous les domaines»	P.9 P.9 P.10 P.10 P.11 P.11
Actualité	Tribunal de Grande Instance de la Commune V : Abdoul NIANG et Bouba FANÉ en prison Information et Sensibilisation sur l'entrepreneuriat des jeunes : Lancement de la campagne 2019 de l'APEJ à l'IPR/IFRA de Katibougou Lutte anti-corruption au Mali : Le procureur pourra-t-il poursuivre le processus lancé ? Le code minier du Mali : Sa relecture prise en otage Droits des consommateurs : Les médias et les associations bien raffermiss Le ministre DIALLO au décès de l'évêque de San : « Jean Gabriel a affronté la mort avec dignité » Croix-Rouge malienne : Un siège flambant neuf pour le comité régional de Koulikoro Direction Générale de l'Administration des Biens de l'État : Une dizaine de véhicules disparaissent du parc automobile	P.13 P.14 P.15 P.16 P.17 P.18 P.19 P.20
Politique	Le Dialogue national inclusif : À quoi sert-il à part distribuer l'argent ? Clément Dembélé, président de la PLCC : « Nous allons sortir bientôt pour déclarer le vendredi noir à Bamako »	P.21 P.22
Culture & société	Tendances : Des cheveux Nappy pleins de vie	P.24
International	Cameroun/Éboulements : Les recherches se poursuivent après le drame de Bafoussam Élections au Royaume-Uni : Boris Johnson veut en faire un référendum pro-Brexit	P.25 P.25
Sport	Magassouba: "Je n'ai aucun problème avec joueur" CAN U23 : Le Mali débute sa préparation	P.26 P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.9



P.15



P.22



Sécurité : Konna crée une brigade de surveillance



La ville de Konna rappelle les jours sombres de la crise malienne mais en même temps elle symbolise la victoire sur les terroristes qui l'avaient attaquée et investie en janvier 2013. Encore aujourd'hui, la ville garde les stigmates des combats qui ont infligé une des plus grandes pertes dans les rangs des terroristes. Cependant, comme de nombreuses localités de la Région de Mopti, Konna connaît les affres du banditisme qui s'est installé dans le Centre du Mali. En réponse à l'insécurité résiduelle qui s'est installée, les jeunes de Konna ont mis en place une brigade de surveillance pour la protection des personnes et de leurs biens, à la satisfaction de la population de la ville. C'est un exemple qui mériterait d'être initié ailleurs.

Le territoire du Mali est si vaste que les Forces armées et de sécurité, malgré leur dévouement et à cause de la faiblesse de leurs équipements, ne peuvent pas faire un maillage significatif des régions affectées par les attaques terroristes, particulièrement le Centre du pays. C'est cette faiblesse qui explique la relative mobilité des terroristes et les nombreuses pertes en vies humaines tant parmi les forces de sécurité que les populations civiles. Profitant de cette insécurité, des personnes de mauvais aloi, des bandits de grand chemin et des brigands ont investi

le Centre et pillent les contrées isolées en emportant particulièrement du bétail. De nombreux éleveurs ont ainsi été dépouillés de milliers de têtes de bétails qui sont revendus sur les marchés de Bamako ou exportés dans les pays limitrophes du Mali.

Pour se protéger contre tous ces malfaiteurs, la jeunesse de Konna a mis en place une brigade de surveillance. Selon nos informations, ce sont près de 500 jeunes qui sont engagés dans cette brigade pour sécuriser non seulement la ville de Konna mais aussi les villages environnants. Il ne s'agit pas de milice comme certains pourraient le penser car ces jeunes

mettent à la disposition des autorités compétentes tout individu suspect appréhendé au cours des patrouilles entre minuit et 05 heures du matin. Cette brigade vient donc en appoint des forces de sécurité locales qui sont les services habilités à assurer la protection des personnes et de leurs biens. La brigade est armée de gourdins et de machettes plus pour assurer sa propre sécurité en se défendant contre d'éventuelles agressions que pour attaquer des malfrats. Des talkies walkies permettent aux membres de la brigade de communiquer et de coordonner leurs actions sur le terrain.

C'est avec beaucoup de satisfaction que les



Des jeunes de Konna



populations de la Commune de Konna ont accueilli la brigade créée par les jeunes car elle a fait reculer de façon significative le banditisme dans la Commune. C'est la preuve que les populations, si elles le veulent, peuvent prendre en charge leur propre sécurité en accompagnant les forces de sécurité nationales. La brigade de surveillance de Konna, composée des jeunes de la Commune, est de nature à renforcer la confiance des populations, car il s'agit de leurs enfants. Ainsi il sera plus facile de détecter la présence d'individus douteux et de les dénoncer. Quant aux malfrats locaux, ils seront beaucoup plus facilement identifiés.

On peut imaginer les autres communes de Mopti et de tout le Centre du pays mettre en place une brigade de surveillance, particulièrement là où les forces de sécurité ne peuvent pas aller régulièrement. Cette brigade devra travailler en étroite collaboration avec la Police ou la Gendarmerie. Elle ne devra pas porter d'armes autres que des gourdins et machettes comme à Konna, uniquement pour se donner bonne contenance. Si leur efficacité face à des individus armés peut être mise en doute, cela peut être compensé par leur nombre, et leur seule présence peut être dissuasive car les malfrats n'aiment pas les témoins. Une telle

expérience peut parfaitement être tentée par les Communes de Bamako dans le respect strict de la loi. Il s'agira alors d'alerter les forces de sécurité en cas de présence d'individus suspects ou d'attaques de citoyens, à travers les différents numéros verts qui sont mis à la disposition des citoyens pour alerter les forces de sécurité. Les jeunes qui ont mis en place la brigade de surveillance de Konna sont des bénévoles. On peut imaginer une façon de rémunérer ceux qui seront volontaires dans les Communes de Bamako, particulièrement les quartiers périphériques où la Police est souvent absente faute de moyens de déplacement.

L'initiative des jeunes de Konna est un bel exemple de résilience des populations face au banditisme qui sévit dans le Centre du pays. Il semble que des Communes du Centre voudraient expérimenter la même chose. Puisque l'État ne peut être présent sur l'ensemble du territoire national, les autorités communales peuvent tenter de prendre en charge une partie de la sécurité des populations et de leurs biens en s'organisant selon leurs moyens. On le sait, le banditisme se nourrit de la peur des populations et de l'absence de réaction face à la menace. Si les malfrats savent qu'il y a en face d'eux des personnes vigilantes et déterminées, ils seront moins enclins à sévir.

■ Diala Konaté

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Casimir Apiè Sangala

Le Mali plus grand producteur mondial de Jatropha (huile, diesel) ! An ka Mali ba bè ta gnen !!! Hi pi pi



On peut soutenir IBK sans injures. On peut aider le régime sans attaques abjectes.

Il n'y a aucun doute, la décision de licenciement de Almoustapha Maïga est juridiquement nulle. C'est clair

Primature du Mali

Urbanisme et habitat : Le Premier ministre a présidé la cérémonie commémorative de la Journée mondiale des villes.



Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Dr. Boubou Cissé a présidé ce matin, au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, S.E.M. Ibrahim Boubacar Keïta, la cérémonie de commémoration de la « journée mondiale des villes » placée sous le thème : « Innovation et une vie meilleure pour les générations futures ».

C'était en présence des membres du gouvernement, des représentants des institutions de la République, des collectivités territoriales et des acteurs en charge de l'urbanisme et de l'habitat au Mali.

Selon le Premier ministre, cette journée est : « l'occasion pour nous de nous pencher sur les défis auxquels les villes maliennes sont confrontées. Ces défis sont liés à l'urbanisation accélérée des villes qui amènent des questions relatives notamment à la mobilité urbaine, à la gestion des déchets, et auxquelles il faut s'adapter ».

Instituée par les Nations unies, « la journée internationale des villes » est célébrée chaque année le 31 Octobre à travers le monde.

Cette année, la célébration de « la journée internationale des villes » représente une opportunité d'informer le grand public sur des thèmes liés à des enjeux de l'urbanisation et du rôle qu'il pourra jouer en tant que moteur de la croissance économique durable, du développement social et culturel et de la protection de l'environnement au Mali.

À la fin de la cérémonie, le Chef du Gouvernement a visité les stands des agences publiques, parapubliques et privées qui interviennent dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat au Mali

Ousmane Waigalo

Lorsque la plupart des débats ne sont pas construits sur des bases des valeurs solides. C'est pourquoi les constructions s'écroulent. Les gens veulent toujours gagner ou avoir raison même si ces valeurs sont bafouées. Construisons d'abord ces valeurs et nous ferons des débats constructifs pour un dialogue sincère et sérieux.

WAIGALO...



Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective



Madame le Ministre Kamissa CAMARA a procédé ce jeudi 31 octobre 2019 à l'ouverture du Forum sur la Gouvernance de l'Internet au Mali (FGI).

Il est prévu une journée entière de réflexion autour de l'utilisation de l'Internet au Mali.

Le Ministre a tenu à saluer la mise en place d'un tel cadre permettant d'aider à orienter les futures prises de décision et l'adoption de nouvelles politiques.

Guimba Makalou

LES MAGISTRATS DEVRAIENT CAS MEME FAIRE UN ACTE DE CLEMENCE POUR CES 2 JEUNES.



Bina Sogoba

"Tribunal correctionnel de la commune 5: Abdoul Niang et Bouba Fané, condamné à deux (2) ans de prison ferme." AVP/Bina sogoba



MC Tièfari Chi Diarra

Fana: Le tout nouveau procureur rencontre les hommes de médias

Ce jeudi 31 octobre a servi cadre de prise en contact entre le tout premier procureur de Fana et les hommes de radio.

Pour M'Boubacar Moussa Diarra, la presse joue un rôle important dans le bon fonctionnement de la justice, de ce fait il compte sur énormément sur l'accompagnement des hommes de médias.

S'il est vrai que nul n'est censé ignorer la loi, mais la nôtre est dans une langue étrangère et n'est pas comprise par tous. Le rôle de la presse consiste également à sensibiliser et divulguer les lois. Quant au CDR, considéré comme le premier défenseur des lois à Fana, a pris part aussi à cette rencontre et s'est félicité pour la démarche entreprise par le nouveau procureur. Mc Fana



Ammy Baba Cisse

« Je ne suis pas de ceux qui ont une pensée dichotomique des choses. ». Me Mohamed Ali Bathily

« Ras Bath était à couteaux tirés avec le pouvoir Ibrahim Boubacar Keita. C'était devenu un problème de personne. On m'accusait de complot avec mon fils. ». Mohamed Ali Bathily

« L'Etat était fortement malmené à la fin du pouvoir de Amadou Toumani Touré avec l'irruption du capitaine Haya Sanogo devenu Général



par la suite. ». Mohamed Ali Bathily
Le budget de l'armée américaine, c'est 716 milliard de dollars pour l'année 2019. Faites moi la conversion.
Nous implorons les magistrats (SAM et SYLIMA) à retirer leur plainte et pardonner pour nos frères.
Ammy Baba Cisse est avec Mamadou Diadie Sacko.
Certains confrères savourent de la viande pour l'une des rares fois. Que célèbrent-ils? Ne soyons pas ainsi!
Harber Maiga : Le PDG de l'Office du Niger est-il au dessus des lois de la République ? Il a décidé de défier la justice.
J'ai quitté la ville de Bamako pour des raisons personnelles. Je ne suis pas comme Sam Samabaly.

Fahad Ag Almahmoud



RECOTRADE, Familles Fondatrices, Religieux etc... et LA JUSTICE.

Les juges devraient commencer à rendre justice aux autres et non à eux-mêmes.

Vive la justice! Les enfants qui passent tout le temps à insulter les gens vous êtes prévenus.

Abdou Pagoui'Sabonner

Diplomatie : La Turquie félicite le Niger pour sa diplomatie internationale.

« La Turquie félicite le Niger pour sa diplomatie internationale qui lui a permis de gagner un siège au conseil de sécurité des nations unies », a affirmé l'Ambassadeur de Turquie au Niger Mustafa Turker Ari (photo), à l'occasion de la commémoration de la proclamation de la République de la Turquie le 29 octobre 2019.

Mustafa Turker Ari a également félicité le Niger pour son dynamisme au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), le Niger qui va accueillir le conseil des Ministres de la dite Organisation en 2020 et surtout pour le rôle déterminant qu'il joue à l'échelle régionale. Notamment, dans les espaces de la CEDEAO, du G5 sahel et de l'Union africaine.

« Nous avons constaté ce dynamisme lors de la visite à Ankara de Kalla Ankouraou, chef de la diplomatie nigérienne en août dernier. Par ailleurs, je me réjouis que sur le plan politique, les consultations entre nos deux pays au sujet des dossiers inscrits dans l'agenda international avancent très bien », a-t-il affirmé.

Elhadj Djimé Kanté



Piqué chez Fahad Ag Almahmoud
"Vusurnet!"

Quand nous mourrons, notre argent reste à la banque. En étant en vie, nous n'en avons pas suffisamment pour dépenser. Un magnat des affaires en Chine est mort; il a laissé à sa femme 1,9 milliard à la banque et elle s'est mariée à son chauffeur. Ce dernier a dit: "J'ai tout le temps pensé que je travaillais pour mon chef, mais au final c'est lui qui travaillait pour moi"

La réalité est que: il est plus important d'être...que d'avoir...!
Alors efforçons nous pour être en pleine forme, être en bonne santé.
Peu importe qui travaille pour qui.
Dans un téléphone de dernier cri, 70% de ses fonctions sont inutiles.
Dans une voiture de luxe, 70% de sa vitesse et de ses accessoires ne sont pas nécessaires.
Si tu as une maison ou un quartier luxueux, 70% de leurs espaces ne sont pas occupés ou ne sont pas utilisés.
La même chose arrive à nos vêtements. Dans nos armoires, 70%, nous ne les portons pas.
Toute une vie de travail et nos gains sont: 70%, ce sont les autres qui en profitent.
Alors nous devons protéger et faire bon usage des 30% qui nous restent :

- fais periodiquement un check-up medical pour ne pas tomber malade ;
- bois beaucoup d'eau;
- mange des noix, des légumes, des fruits et légumes ;stimule ton imagination et aie une meilleure nutrition;
- apprends à lâcher-prise, même si cela te fait faire face à de gros problèmes;
- lâche prise, même si tu as raison;
- sois humble, même si tu es riche et puissant;
- apprends à être satisfait, même si tu n'as rien;
- exerce ton mental et ton corps, même si tu es très occupé;
- donne de ton temps à ceux que tu aimes, spécialement aux plus importants pour toi;
- mets Dieu en priorité dans ta vie;
- ris, ris, et ris toujours ; c'est contagieux, ça ne coûte rien et ça guérit pendant que l'on rit !

Chodi Ag



Chodi Ag est avec Fahad Ag Almahmoud et 7 autres personnes.

Un homme a pendu à mort son neveu à Menaka ville . C'est quoi ce délire encore?

Jusqu'à où ira la barbarie dans nos régions?

Chodi Ag est avec Fahad Ag Almahmoud et 6 autres personnes.

Je ne comprends pas pourquoi le chef d'état-major général du Mnl Mohamed Najim et le plus grand journaliste Toaureg Akli Shika craignent le terrorisme à Kidal plus que Serge Daniel de RFI et tous les invités athées du HCUA .

Que cache le congrès du HCUA aux populations ?

Ashley Leïla MAIGA



Tu confirmes la théorie de Karl Marx qui disait que la religion est l'opium du peuple. En d'autres termes la religion a pour but d'endormir le peuple, l'empêchant de se révolter face à une situa-

tion sociale injuste. Alors réveille-toi! Ne te laisses pas endormir!
#Mali

Mamadou Ismaila KONATE

#Décès : Un constructeur du #droit OHADA s'en est allé. Le Pr #Joseph Issa-Sayegh a marqué de son empreinte un droit conçu et mis en œuvre dans la perspective de marquer de son originalité la construction d'un Etat de droit communautaire. Merci prof et dors en paix !



Yaya Sangare

Les régions de Koutiala & Koulikoro bientôt dotées d'hôpitaux. La construction de ces hôpitaux s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme présidentiel d'Urgences sociales (2017-2020) & contribuera à l'amélioration de la qualité des services de santé dans notre pays. Selon les projections de la Direction Nationale de la Population (DNP), la population malienne est estimée à 19.419.000 habitants. Pays sahélien, le Mali est enclavé, dont les 2/3 sont désertiques.



KONATE Malick

...à dénoncer de telles pratiques à l'inspection générale de la police qui se chargera du traitement des dossiers de ce genre. NB : Merci à tous



ceux qui ont participé à cet exercice démocratique et citoyen. J'ai donné le nom de tous les commissariats qui m'ont été signalés.

Ousmane Sonko

Le procès que j'ai toujours réclamé dans l'affaire des 94Mrds est inéluctable dès lors que la consignation est faite et le procureur saisi dans cette affaire pénale.



Alpha Condé

Na lokhê, d'autres étaient dingues de joie d'avoir eu la foule sur 500 mètres solomaaaaan, handè, quelqu'un aura le peuple pour lui seul pour l'accueillir de Coyah à Kassa, surface marine comprise. Est-ce que j'ai dit mon nom même ? Ne venez pas fatiguer ici, hein !
#NtèWala



Dr Djamila Ferdjani

Sur les médias occidentaux, tous les jours, des chercheurs, spécialisés dans la politique de tel ou tel de nos pays, commentent ce qui se passe chez nous, alors que souvent ils n'y ont jamais mis pied. Nous, nous n'avons ni spécialistes de nous mêmes, encore moins de leurs pays.



SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION
DES
RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Résolution de la crise : Ces préalables à observer



La crise actuelle n'a pas surgi du néant, loin s'en faut. Elle est la conséquence d'une succession d'actes qui ont été posés sous les regards complaisants de la majeure partie de nos hommes politiques.

La résolution de cette crise ne sera possible que si deux préalables sont pris en compte: "nyogonmusalaha ka dabila", "nyogon siran ka dabila". Ces termes bamanan sont porteurs d'une philosophie qui impliquent nécessairement une reconnaissance réciproque de tout un chacun, comme les citoyens d'une même république, égaux en droits et en devoirs et suffisamment informés, reconnaissance sans laquelle il n'y a pas de dialogue vrai.

Il ne faut pas se voiler la face, la politique chez nous est pour le moment l'affaire d'une minorité. Le peuple, au nom de qui tous les acteurs prétendent parler, dans son immense majorité (près de 90% de la population), ne connaît pas le contenu de la Constitution du 25 février 1992 et éventuellement, celles qui l'ont précédée.

En vérité, le jeu se passe entre les élites politiquement cultivées, suivies par des partisans plus ou moins nombreux et pour des motivations les plus diverses. Le peuple ne peut pas être tenu pour responsable du chaos dans lequel nous sommes tombés puisque les hommes politiques de ce pays ont tout mis en œuvre dans le but de diaboliser la chose politique de manière à ce qu'il s'en écarte, sauf en période électorale.

Si on veut vraiment sauver le Mali, les élites politiques doivent se ressaisir et s'écarter des calculs politiques et "alimentaires" pour donner une chance au vrai dialogue, un dialogue fécond parce qu'exempt de toute forme de duplicité. Il ne faut plus perdre de temps parce qu'au-delà de la gestion immédiate de la crise, se profile encore la réécriture correcte, incontournable de notre histoire depuis la révolte populaire de

EN UN MOT : Les non-dits d'un congrès



Kidal est dans la tourmente ! C'est la raison principale de la tenue d'un congrès du Haut conseil de l'unité de l'Azawad (HCUA). Signataire de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale, le HCUA a-t-il besoin de se transformer en parti politique ? A l'image de la situation de non paix qui prévaut dans le Nord, il faut dire que le HCUA joue à un jeu dangereux.

L'organisation veut montrer qu'elle est bien implantée et tente de voler en même temps le leadership aux autres groupes signataires. La présence à plusieurs reprises de Me Harouna Toureh à Kidal et les démarches qu'il a entamées pour convaincre Tombouctou et Gao sont synonymes d'une nouvelle tension dans le Nord. De la belligérance ? La situation n'est plus normale depuis quelques semaines dans cette partie du territoire. L'incursion des éléments de la CMA dans la région de Tombouctou est plus qu'une simple parade, elle procède de la volonté du HCUA de se poser en militaire sur le terrain. En tenant congrès, le HCUA d'Alghabass Ag Intalla voulait marquer une rupture avec son allié le MNLA dont le patron Bilal Ag Achérif fait cavalier seul depuis un moment et conteste le leadership du parton du HCUA. C'est bien cela qui a motivé ce congrès sans impact réel sur la recherche de la paix.

■ DAK

mars 1991 et même bien avant pour une réconciliation définitive de toutes les composantes de notre Nation. Si tant est que cette Nation représente encore quelque chose dans l'esprit des uns et des autres. Nous savons qu'il y a des rancœurs refoulées (et légitimes) qui, si elles ne sont pas évacuées, peuvent, au moment le plus inattendu, remettre en question tout progrès qui puisse être réalisé aujourd'hui.

Il faut en finir avec la mystification du peuple, lui donner l'information vraie et globale pour qu'il assume en toute liberté, sa souveraineté. Il y a des moments exceptionnels dans l'évolution des sociétés où les peuples se trouvent face à la responsabilité de leur destinée. De la qualité de leurs meneurs dépend l'option finale.

■ Sambou Sissoko

Atelier sur le processus budgétaire de l'Etat : Des innovations en cours pour le secteur



Dans le cadre des accords bilatéraux entre le gouvernement malien et américain, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances, Alassane Samaké a procédé le 30 octobre 2019 au lancement de l'atelier de formation sur le processus budgétaire de l'Etat.

Il s'agissait pour eux de renforcer les capacités des acteurs afin de mieux les outiller dans leurs actions de suivi et de plaidoyer budgétaire.

Selon la représentante du GSB, Mme Sangaré Nana Coulibaly, le budget est un outil essentiel pour assurer le développement économique et la paix sociale, car il traduit d'une manière générale la politique économique et sociale de l'Etat et des Collectivités territoriales. Pour ce faire, elle a félicité et remercié l'USAID-Mali pour avoir accepté d'accompagner le Groupe de suivi budgétaire avec le Programme d'Appui à la gouvernance locale intitulé en anglais Sub-national Governance Program (SNGP).

L'atelier de deux jours vise à améliorer la coordination et la communication entre l'Etat central, les Collectivités territoriales et les citoyens. Il vise également à renforcer la compréhension de tous les acteurs notamment les Organisations de la société civile, des processus d'allocation budgétaire et à permettre aux élus à se préparer à l'interpellation du gouvernement sur les allocutions budgétaires au cours des sessions budgétaires.

Le représentant du ministre de l'Economie et des finances, Alassane Samaké a précisé que cette rencontre permettra de renforcer les capacités en participant à l'accès à l'information budgétaire qui accompagnera la réforme budgétaire au Mali. « Ce processus budgétaire national permettra aux participants durant ces deux jours de mieux s'approprier la démarche à l'élaboration, de vote, de l'adoption et le suivi reportage du budget », a-t-il poursuivi.

La rencontre s'est tenue en présence du représentant de Mali SNGP, Moussa Doumbia, la représentante du Groupe de suivi Budgétaire (GSB), Mme Sangaré Nana Coulibaly, du représentant de la Commission Finance de l'Assemblée Nationale, des Partenaires Techniques et Financiers et du représentant des Organisations de la Société Civile (OSC).

■ Ibrahim Sanogo

Frontière Mali-Algérie : Une passoire offerte par l'Algérie



Alors que le Mali, le Niger et le Burkina Faso refusent toute négociation avec les terroristes, l'Algérie offre une passoire au niveau de sa frontière avec le Mali.

La lutte antiterroriste dans le Sahel montre l'écart entre les pays. Alors que le Mali, le Niger ou le Burkina Faso sont engagés à enrayer le terrorisme, le voisin algérien donne une chance aux terroristes de se repentir.

Officiellement en Algérie, on parle de l'ouverture de routes sécurisées afin d'offrir une chance aux terroristes algériens venus du Mali de déposer les armes. C'est un communiqué du ministère algérien de la Défense qui a annoncé la reddition dimanche d'un terroriste armé aux autorités militaires dans l'extrême sud du pays, soit près de la frontière avec le Mali. "Un terroriste s'est rendu, aujourd'hui 20 octobre 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset", a indiqué le ministère algérien de la Défense, précisant qu'il s'agit du dénommé "Nadji Abderrahmane, dit Mohamed. Ce dernier avait rallié les groupes terroristes en 2012". L'Algérie a déployé des dizaines de milliers de soldats aux frontières sud afin de contrecarrer l'intrusion de terroristes et d'armes, en raison, dit-elle, de l'instabilité au Mali et en Libye, pays voisins. Quelle est la nature de la collaboration avec les forces maliennes et autres? C'est là où il faut bien douter de la volonté de l'Algérie de lutter contre le terrorisme. Difficile également pour les pays poches de partager les renseignements, ce malgré les multiples sollicitations, l'Algérie garde toujours ses distances avec le G5 Sahel.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

IBK en Russie : Enième propagande politicienne du chef de l'Etat



Le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta a bouclé ce week-end une visite de trois jours en Russie. Cette visite n'est qu'une propagande politique de plus.

L'accord de défense militaire entre la France et le Mali est un obstacle à toute intervention militaire de la Russie sur le territoire malien. Il faut aussi comprendre que le Mali n'a aucune autonomie d'acheter des armements sans l'accord de la France.

Le minimum à obtenir peut être une coopération technique basée sur la formation. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le Mali doit mettre tous les moyens pour renforcer et former son armée, seule habilitée à restaurer la souveraineté militaire et économique du pays.

Il faut mettre fin à l'accord de défense militaire entre la France et le Mali et revenir au statut de coopération technique militaire avec toutes les puissances, sans autorisation d'intervention sur les théâtres d'opération du pays.

Nous ne sommes pas pour le fait de renvoyer la France et faire appel à la Russie. Nous sommes pour l'armée malienne, rien que les FAMA.

Cette visite du président de la République est de la propagande politicienne pour avoir l'adhésion des Maliens qui souhaitent une intervention militaire russe sachant que cela est impossible à cause de l'accord de défense militaire entre la France et le Mali dont le mandat a encore été renouvelé pour 5 ans. Évitez de berner le peuple malien !

■ Aboubacar Siddick Fomba

IBK à propos de Sotchi : «La Russie est prête à répondre à la demande Africaine dans tous les domaines»



C'est le sentiment du président de la République, fraîchement revenu de Sotchi, ville balnéaire de Russie où il a pris part à la première édition du Forum économique Russie-Afrique et au sommet Russie-Afrique. C'était du 23 au 24 octobre derniers.

L'objectif de ce sommet, auquel 47 Chefs d'Etat africains sur 54 ont participé, était de mettre en place un « mécanisme formel de concertation entre la Russie et les pays d'Afrique, afin de redynamiser la coopération entre la Russie et l'Afrique ».

Le Forum de Sotchi, qui a regroupé les milieux d'affaires africains et russes, a permis aux derniers de s'informer sur les opportunités d'affaires en Afrique.

Les échanges, entre Russes et Maliens, ont porté sur l'agro-industrie, le transport, la lutte contre le terrorisme et la coopération militaire...

Pour le président IBK, revenu satisfait du sommet de Sotchi, la Russie est prête à répondre à la demande africaine dans tous les domaines. Surtout, dit-il, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Domaine dans lequel elle est « incontournable », selon le président IBK.

■ Oumar Babi

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74^{ème} **Malikilé**
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



**Achetez une puce équipée de
l'application Mon répertoire à 500 F CFA
seulement et sauvegardez tous vos contacts
en toute sécurité.**

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA,
abonnement mensuelle à 300F CFA

Tribunal de Grande Instance de la Commune V : **Abdoul NIANG et Bouba FANÉ en prison**

C'est tout de même curieux cette concordance dans les réactions des maliens face à deux emprisonnements effectués par un régime qu'ils vomissent : « C'est bien fait ! », « Il fallait que ça arrive ! ». Pour ne retenir que les plus douces des sorties.

Incroyable mais vrai : le tout Bamako, et même le tout Mali, s'est réjoui d'une nouvelle curieuse, inattendue, hier jeudi 31 octobre. Il s'agit de la conduite à la prison civile de Bamako appelée « le lycée », de deux jeunes activistes pro régime et allaités au sein ultra protecteur du régime. « Deux intouchables » qu'on ne peut pas atteindre donc et qui ont été condamnés par le Tribunal de la Commune V de Bamako. Une incarcération inattendue donc mais, on vient de le découvrir, applaudie dans certains milieux. L'incongru est devenu réel. Et la nouvelle a fait le tour des chaumières le temps de trois clins d'œil.

En effet, hier jeudi 31, deux activistes de premier plan ont été écroués, après leur passage devant les juges de la Commune V, pour deux ans fermes. Il s'agit du terrible Abdoul NIANG (de Radio Emergence) et le très éloquent, convaincant et inventeur du slogan choc « Boua taa bla », Boubacar SOUMAORO dit Bouba FANÉ.

Les deux hommes hantent et squattent les ondes, les petits écrans et pages des réseaux sociaux avec éclat. Ils sont pro régime, protégés, couvés et adulés par de très proches du président de la République. Ils roulent à fond la caisse pour IBK mais n'hésitent pas à critiquer certaines choses. Ils appréciaient très peu le juge ministre de la Justice et Procureur de la CIII et du Pool économique et financier. Et ils ne l'ont jamais caché. Ils n'ont pas épargné les autres magistrats non plus. Et c'est ainsi que les deux centrales de syndicales de



la magistrature, le SAM et le Sylima, n'ont pas hésité, à leur tour, de les attaquer en justice. Motif : les deux activistes avaient prêté, par vidéo interposée, aux deux syndicats de juges la velléité de putsch contre IBK.

En fin de parcours du labyrinthe judiciaire qui a suivi, les deux jeunes gens ont été condamnés pour « outrage et violence envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique » sur la base du paragraphe II du Code pénal, Article 115.

Cet article lit : « Quiconque, soit par discours, cris ou menaces proférés dans les réunions, ou lieux publics, soit par des écrits, imprimés ou vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans les réunions ou lieux publics, aura offensé la personne du Chef de l'Etat, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50.000 à 600.000 francs ou de l'une ou de l'autre de ces deux peines seulement. »

Vu cette palette de peines possibles proposées par les textes, on peut dire que les magistrats (qui étaient juges et parties dans cette affaire) ont fait montre de clémence. Ils n'ont pas fait montre d'esprit de vengeance pour soulager leurs collègues passés sous les fourches caudines des deux accusés mainte fois et assez durement. Assez violemment pour hérissier

l'opinion publique.

Les maliens jubilent sur le malheur de deux activistes

Cela explique sûrement les réactions loin d'être compatissantes à leur sort. C'est le cas par exemple de A.N, jeune père de famille et tailleur de métier, qui débarque à son Grin vers les 15 heures et on lui apprend la grande nouvelle. Le nouvel arrivant jubile et exulte : « Fô tan ! Il fallait que Allah fasse cela.

Curieusement, c'est la réaction largement dominante dans les rues, salons et pages de réseaux sociaux : les gens applaudissent. Ainsi, autant le régime est vomi par les maliens, autant ils se réjouissent qu'il sévisse et embastille. C'est tout juste si l'opinion, qui a une aversion pour IBK, ne lui dise avec reconnaissance : « Merci IBK ».

Les deux condamnés s'attendaient-ils à un tel dénouement ? Peut-être que non. Hier matin à 08 heures, Abdoul NIANG a partagé sur sa page Facebook un post d'un certain IKS et qui se résumait à une ligne : « Direction à tribunal de la Commune 5 ». Le confrère devait être confiant.

■ Amadou TALL

Information et Sensibilisation sur l'entrepreneuriat des jeunes : Lancement de la campagne 2019 de l'APEJ à l'IPR/IFRA de Katibougou



Le Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle Me Jean-Claude Sidibé a procédé ce jeudi matin à l'IPR/IFRA de Katibougou (60 km au nord-est de Bamako) au lancement officiel de la campagne 2019 des séances de sensibilisation sur l'initiative privée.

L'évènement a enregistré la présence de plusieurs responsables du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle et de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes dont le Directeur Général, M. Yaya Dao, le corps professoral et les étudiants de l'IPR/IFRA ainsi que de nombreux responsables régionaux dont le Gouverneur, les directeurs des services régionaux et de la société civile.

Dans son intervention, le représentant du Maire, M. Alou Moussa Tamboura (3^e adjoint) au nom de l'ensemble de la collectivité de la commune de Koulikoro a exprimé toute sa fierté et sa satisfaction d'accueillir les activités de lancement des séances d'information et de sensibilisation sur l'entrepreneuriat.

Il a indiqué que l'auto-emploi est une piste privilégiée pour résorber le chômage suivant la dialectique que les entreprises créent emplois et richesse. Elles insufflent ainsi à l'économie un dynamisme essentiel pour relever les défis de la mondialisation et du changement structurel. Stimuler l'esprit d'entreprise revient donc à mobiliser l'énergie entrepreneuriale pour en faire un processus énergétique utilisant

toutes les opportunités qu'offre l'économie malienne.

Pour sa part, le Directeur Général de l'IPR/IFRA Dr Lamine Soumano a souligné que cette activité représente un nouvel outil qui vient renforcer leur partenariat avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

A titre de rappel, l'IPR/IFRA a abrité le lancement officiel du 7^e programme du stage de formation professionnelle sous la présidence du Président de la République, Chef de l'Etat en mai 2014 et auparavant la formation en août 2013 de 64 élèves et étudiants et 25 jeunes locaux en techniques pratiques de reboisement et 5 jeunes encadreurs en techniques de suivi des travaux de reboisement dans la forêt classée de Tienfala, le parrainage par l'APEJ de la 13^e édition de la semaine de l'Étudiant sous le thème « le rôle de l'étudiant IPRIEN dans la résolution des conflits et le développement en Afrique » en septembre 2013, etc. Il a indiqué que l'IPR/IFRA faisait à ce jour la fierté de près de 15 000 diplômés de quelques 18 nationalités différentes. Sa mission est axée sur la formation universitaire, post-universitaire et continue des cadres en matière d'agronomie, de foresterie, d'halieutique, d'agroforesterie, des sciences du sol, d'agroéconomie, de génie rural, de médecine vétérinaire, de zootechnie et de vulgarisation agricole.

Ainsi cette grande école intervient dans la formation des communautés rurales, le perfec-

tionnement d'auditeurs maliens et étrangers, la recherche scientifique et technologique, le développement et la diffusion des connaissances et des savoir-faire et la réalisation d'activités de production et de prestations de service.

Aussi, afin de réaliser ses missions, l'IPR/IFRA s'est doté d'un plan stratégique dans lequel se trouve en bonne place l'amélioration de l'offre de formation pour mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi en conformité avec les objectifs de la Loi d'Orientation Agricole adoptée en 2006.

En effet, fort d'une expérience séculaire dans la formation agricole, l'IPR/IFRA propose une offre de formation diversifiée avec l'implication du milieu professionnel dans plusieurs domaines de formation et dans le cadre de l'application graduelle du système LMD. Il s'agit notamment des cultures vivrières et industrielles, de la production horticole et avicole, des plantes, des semences, de l'élevage, l'aménagement et la gestion des ressources forestières et halieutiques, la distribution, l'agriculture bio, bref tous les segments de l'agronomie et du développement rural. Toutes ses formations sont ouvertes au monde professionnel et partant à l'entrepreneuriat à travers le renforcement du partenariat avec les acteurs du monde rural et les services chargés de la formation professionnelle et de l'emploi. En prononçant le lancement des séances en cours depuis près de quinze ans, le Ministre Jean-Claude Sidibé a souligné que les séances de sensibilisation sur l'auto emploi traduisent la volonté de son Département à ne ménager aucun effort pour faciliter l'insertion du maximum de jeunes dans l'emploi indépendant. Cela à travers l'information et la sensibilisation sur l'entrepreneuriat des jeunes, diplômés ou non diplômés.

En effet, ces sessions de sensibilisation et d'information tirent leur origine de la mise en œuvre du Programme Emploi Jeune deuxième génération exécuté par l'APEJ dans le cadre de sa deuxième composante relative au Développement de l'Esprit d'Entreprise.

Ainsi tous les ans des dizaines de sessions de sensibilisation sont organisés à travers le pays notamment dans les chefs lieux de Région et certains cercles. Il en sera de même dans plusieurs espaces scolaires et universitaires et autres.

Il est aujourd'hui établi que les micros, petites

et moyennes entreprises constituent les principaux mécanismes de création d'emplois et que la population devant assurer le développement de ces entreprises est constituée de jeunes que ce soit ici au Mali ou ailleurs comme dans l'espace UEMOA. L'ambitieux Programme décennal de développement de la formation professionnelle pour l'emploi (PRODEFPE) vise à contribuer à la réalisation d'objectifs de croissance à travers le développement des qualifications professionnelles et la compétitivité des ressources humaines conformément aux ambitions de son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA, Président de la République, Chef de l'Etat.

En vue de renforcer le secteur privé principal pourvoyeur d'emplois et de richesses, le département de l'emploi à travers notamment le FAFPA contribue également à apporter une assistance technique et financière aux entreprises et autres opérateurs économiques des secteurs modernes et non structurés, ainsi qu'aux organismes de formation privés et parapublics de droit malien dans le cadre de l'élaboration et de la réalisation de leurs plans et projets de formation ou d'équipement.

Quant à l'APEJ et l'ANPE elles ont pour missions de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi.

Agence dédiée à la Promotion de l'Emploi des Jeunes âgés de 15 à 40 ans, l'APEJ facilite l'accès au marché du travail et au crédit à travers des activités de renforcement de l'employabilité, de développement de l'esprit d'entreprise et du financement/garantie des Projets.

Nonobstant la volonté politique affirmée dans les politiques nationales de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que l'accompagnement du secteur financier, force est de reconnaître que les jeunes manquent très souvent d'idées pertinentes et de compétences, toutes choses qui ne favorisent point l'éclosion de jeunes entreprises.

La séance de sensibilisation s'est poursuivie durant toute la journée à l'IPR/IFRA avec la participation de plusieurs centaines d'étudiants qui ont à leur tour partagé leur démarche entrepreneuriale avec à la clé des produits déjà commercialisés.

■ **CICOM APEJ 31 octobre 2019**

Lutte anti-corruption au Mali : Le procureur pourra-t-il poursuivre le processus lancé ?



Après un premier mandat mouvementé par une tornade de secousses et des contestations lors de sa réélection pour un second mandat en 2018, le Président IBK semble avoir appris de ses erreurs et a enclenché une lutte implacable contre la corruption. Il est soutenu dans ce combat noble par deux jeunes magistrats, il s'agit de Malick Coulibaly et Mamoudou Kassogué.

La croisade contre la corruption et la délinquance financière lancée depuis deux mois par le procureur du pôle économique et financier est en marche. Aujourd'hui, l'on se demande si l'édifice institutionnel aussi délicatement en construction ne sera pas fragilisé par une sorte de chasse aux sorcières. La question principale qui hante les esprits des maliens est de savoir : Est-ce que la justice aura la main bénie du chef de l'Etat pour aller jusqu'au bout de ce processus sans une interférence ?

La plupart des acteurs politiques maliens sont dans le collimateur du procureur du pôle économique et financier. Impuissamment, ils assistent à l'arrestation des caciques de la classe politique. En référence l'arrestation de Bakary Togola de l'APCAM et du maire du district de Bamako Adama Sangaré. Ces ténors croupissent en prison depuis plusieurs jours, l'étau s'est resserré sur eux à la grande surprise de

leurs partisans. L'angoisse et amertume commence à prendre le dessus. Face à cette chasse aux sorcières comme le dirait l'autre, personne n'est à l'abri. Servir la nation n'est plus qu'une équation de l'enrichir sur le dos du contribuable malien. La fièvre de cette lutte est montée à tel enseigne que beaucoup de responsables se bousculent chez les marabouts et les féticheurs pour des divinations afin qu'ils soient épargnés.

Et pourtant, le président IBK avait averti tous les militants de son parti, le RPM et de ses amis de circonstance qu'il ne protégera personne en cas de dérive dans la gestion du dernier public. Ce message devine du chef de l'Etat n'a pas été bien perçu par plusieurs hommes politiques. Sinon comment comprendre que des centaines de milliards puissent se volatiliser dans la nature sans aucune trace ? Cette lutte a-t-elle permis de renflouer les caisses de l'Etat ? Autant d'interrogations qui coupent le sommeil aux maliens avertis.

La vérité dans cette histoire est que la corruption s'est érigée en un système depuis l'avènement de la démocratie au Mali. Comme pour dire que la démocratie est synonyme de corruption. Les politiciens maliens doivent revoir leur copie car, il s'existe présentement une crise de confiance entre gouvernants et gouvernés. Il faut une union sacrée autour de la justice malienne pour un Mali en paix.

■ **Ibrahim Sanogo**

Le code minier du Mali : Sa relecture prise en otage

Initiée en 2015 par le gouvernement du Mali en vue de passer d'un code minier attractif à un code de développement, la relecture du code minier du Mali, près de cinq ans après, est prise toujours en otage. Le projet d'ordonnance portant code minier existe, mais des divergences sévères opposent les différents acteurs (gouvernement du Mali, les compagnies minières et la société civile).

Cet immobilisme dans le processus n'a pas laissé indifférents les membres de la Coalition malienne "Publiez, ce que vous payez" (PCQVP-Mali) qui a initié, le jeudi 31 octobre 2019, un atelier de plaidoyer, d'information et de mobilisation des acteurs autour de la prise en charge effective des nouvelles exigences du secteur minier dans le code minier en relecture au Mali. Reconnue pour ses œuvres en faveur de la transparence, de la lutte contre la corruption

et l'amélioration du cadre de vie de tous les citoyens maliens en rapport avec l'exploitation des ressources naturelles, la Coalition malienne PCQVP s'engage désormais à faire avancer les travaux de la relecture du code minier du Mali pris en otage depuis de cinq ans. Pour ce faire, la Coalition a réussi à réunir tous les acteurs du processus autour d'une même table à l'hôtel Millenium, le jeudi 31 octobre 2019. Objectif : Passer en revue le projet d'ordonnance portant code minier en République du Mali.

Aux dires du président de la Coalition, Abdoul Wahab Diakité, la rencontre entre dans le cadre de l'exécution du "Programme d'Appui au processus de réforme du code minier et à la protection des droits des collectivités et des communautés affectés par les opérations minières au Mali". "Je suis convaincu que les discussions que nous tiendrons au cours de cette rencontre nous permettront d'avoir de nouvelles recommandations à l'endroit de

l'Assemblée nationale du Mali afin que le code qui sera définitivement voté, puisse répondre aux aspirations les plus ardent de l'ensemble des acteurs évoluant dans le secteur des industries extractives", a indiqué le président de la Coalition.

Selon lui, le nouveau code minier doit créer des dispositions pour permettre au Mali de maximiser les retombées positives de l'exploitation minière sur le développement socio-économique et pour une meilleure préservation et protection de l'environnement. "Un accent particulier doit être mis sur les communautés vivant dans les localités minières en créant des conditions particulières pour le respect de leurs droits et pour leur mieux-être", a prôné Abdoul Wahab Diakité. Dans son discours le représentant du ministre, Lassana Guindo, a remercié la coalition pour son initiative salvatrice. "J'en suis sûr que la tenue de cet atelier contribuera sans doute à relancer le débat autour du projet d'ordonnance portant code minier au Mali et d'aider à la prise de décisions des parlementaires", a dit le représentant du ministre.

■ Ibrahim Sanogo





Droits des consommateurs : Les médias et les associations bien raffermiss

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme 2019, l'Agence malienne de Métrologie (AMAM) veut mobiliser tous les acteurs autour de lui. Pour ce faire, un atelier d'implémentation des textes nationaux et communautaires relatifs à la métrologie et aux missions de l'AMAM a été organisé, le mercredi 30 octobre 2019, à l'attention des hommes de médias et des associations de défense des droits des consommateurs au siège de la structure sis à Dialakorougou.

Selon, le Directeur général de l'AMAM, Lansina Togola, les échanges visent à créer une synergie d'actions entre les professionnels de la presse et de la communication et l'AMAM afin d'accompagner les associations de défense des consommateurs dans leur combat d'information, de sensibilisation, d'éducation et de mobilisation des

consommateurs pour la préservation de leur intérêt économique.

Dans son discours d'ouverture des travaux, il a rappelé les objectifs assignés à la Loi n°2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur qui se décline en cinq points. Il s'agit: de garantir la protection et la défense des intérêts du consommateur quant aux clauses contenues dans les contrats de consommation; d'assurer l'information appropriée et claire du consommateur sur les biens et services qu'il acquiert ou utilise; d'assurer la conformité des biens et services et la sécurité du consommateur par rapport aux normes requises; de fixer les conditions et les procédures relatives à la réparation des dommages ou préjudices subis par le consommateur; d'assurer la représentation du consommateur à travers les associations constituées conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur. "L'atteinte de ces objectifs implique à la fois toutes les

structures de l'Etat chargées de la protection du consommateur chacune dans son domaine spécifique, les Associations de consommateurs et les organes de presse ou de communication. Je profite de cette occasion pour inviter toutes les parties prenantes à ce combat à adhérer au déploiement d'une synergie d'actions pour la cause commune qui est la défense des intérêts économiques du consommateur", a souligné Lansina Togola.

En outre, le Directeur général de l'AMAM rassure que l'Agence Malienne de Métrologie veille: à la fiabilité des mesures dans les transactions commerciales pour un commerce équitable; à la défense de l'environnement pour minimiser les pollutions; à la sécurité des personnes à travers la conformité des instruments de mesure utilisés dans le transport; à la santé publique à travers la conformité des instruments de mesure utilisés par les praticiens de la santé lors de leurs prescriptions.

Les deux thèmes inscrits au programme des échanges avec les participants ont été présentés par le Directeur général Adjoint de l'AMAM, Drissa Dao.

■ Ibrahim Sanogo

Le ministre DIALLO au décès de l'évêque de San : « Jean Gabriel a affronté la mort avec dignité »



Le ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Has DIALLO, a signé le livre de condoléances, ce jeudi 31 octobre 2019, à l'Archevêché de Bamako, en hommage à Jean Gabriel DIARRA, décédé le 28 octobre 2019, dans la capitale.

« **Jean Gabriel était un homme de foi et c'est dans la foi qu'il a vécu et affronté la mort avec dignité** », a écrit, en substance, le ministre DIALLO dans le livre de condoléances, en lui souhaitant « **d'être accueilli dans le Royaume des cieux** ».

Car, a-t-il soutenu, « **Jean Gabriel était dans la miséricorde** ».

Aussi, le ministre des Affaires religieuses et du Culte a-t-il invité à prier pour l'évêque de San.

« **Mais, ne le pleurons pas** » parce que, a-t-il paraphrasé, les livres sacrés disent : « **L'homme est poussière et à la poussière, il retourne** ».

« **Vous avez la compassion de la Nation au plus haut niveau et c'est avec consternation que le Président de la République,**

SEM Ibrahim Boubacar KEITA, a appris le décès de Jean Gabriel DIARRA », a déclaré le ministre DIALLO, en référence à la minute de silence que le Conseil des ministres a observée, en guise d'hommage officiel rendu à l'évêque de San, et aux quelques mots que le Chef de l'Etat a bien voulu prononcer pour souligner « **la qualité d'homme de foi** » qu'il a été parmi nous.

« **Cet hommage est d'autant plus mérité que Jean Gabriel DIARRA représentait beaucoup pour son église, à San, mais aussi, pour le monde chrétien en général et la communauté catholique en particulier** », a de nouveau soutenu le ministre des Affaires religieuses et du Culte, par ailleurs persuadé qu'en chaque Malien, « **il y a une partie de l'autre** ».

« **Nous sommes avec vous** », a conclu le ministre DIALLO, en exhortant les fidèles chrétiens en ces termes : « **Courage, courage, courage** ».

En réponse, le Cardinal Jean ZERBO a remercié les plus hautes autorités de notre pays, à tra-

vers le ministre des Affaires religieuses et du Culte, pour leur marque de compassion en cette douloureuse circonstance, avant de formuler le vœu que la mort de Jean Gabriel DIARRA soit « **le signe annonciateur de la paix et de la réconciliation au Mali** », en référence à la rencontre informelle entre le Chef de l'Etat, SEM Ibrahim Boubacar KEITA, et le Chef de file de l'Opposition, M. Soumaila CISSE, pour l'aboutissement du « **dialogue inclusif** » en cours dans notre pays.

La brève cérémonie a pris fin par la prière dite par le Curé, en la personne de Noel SAMAKE, qui a souhaité « **la paix éternelle pour Jean Gabriel DIARRA, la paix pour nos familles, la paix pour le Mali et la paix pour le monde entier** ».

A signaler que les obsèques de Jean Gabriel auront lieu, le 09 novembre 2019, à San (dans la région de Ségou) où il sera inhumé. Mais, auparavant, une veillée funèbre sera organisée, à Bamako, le mercredi 06 novembre 2019.

■ **Source : CCOM/MARC**

Croix-Rouge malienne : Un siège flambant neuf pour le comité régional de Koulikoro

La Croix-Rouge malienne (CRM), en partenariat avec la Croix-Rouge canadienne, vient de doter le Comité régional de Koulikoro d'un nouveau siège. Il est situé sur la Route nationale (RN) 27, Bamako-Koulikoro, à quelques mètres du nouveau pont de Kayo.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée jeudi dernier, sous la présidence de Sofiana Maïga, conseiller aux affaires administratives et juridiques du Gouverneur de la 2^e Région. Outre la vice-présidente de la Croix-Rouge malienne, Astan Coulibaly, on notait également la présence, à cette inauguration, du directeur de la Coopération canadienne, représentant l'ambassadeur du Canada et Affaires Mondiales Canada (AMC), François Picard, une équipe de la Croix-Rouge canadienne dirigée par Dr Jules Zanré, de plusieurs cadres de la Croix-Rouge malienne et des notabilités de Kayo.

Bâti sur une superficie de 180 m² environ, l'édifice est composé de quatre bureaux, d'une salle de conférence de 50 places, de latrines intérieures et extérieures sans compter le mur de clôture, l'équipement solaire qui donne au bâtiment une autonomie de 100% en électricité, le forage équipé de dispositifs assurant

la desserte autonome en eau, l'aménagement de la cour et le balisage de la partie du terrain non construite par l'implantation de bornes. Il a été réalisé par la Croix-Rouge malienne et sa partenaire du Canada, à travers un financement des Affaires Mondiales Canada pour une enveloppe de 67.898.058 de FCFA.

« La réalisation de l'ensemble de ces infrastructures donne le signal de l'engagement remarquable du partenariat Croix-Rouge malienne et la Croix-Rouge canadienne dans la mission humanitaire », a soutenu la vice-présidente de la Croix-Rouge malienne, Astan Coulibaly. « Le nouveau siège de la CRM de Koulikoro permettra de renforcer l'identité de la société nationale, sa visibilité et contribuera au renforcement du partenariat et de la performance », a-t-elle ajouté.

Les efforts fournis dans la réalisation de ces infrastructures viennent couronner les multiples succès obtenus à la suite de la mise en œuvre du Projet « Amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants », un partenariat entre la Croix rouge malienne et la Croix rouge canadienne, financé par AMC.

François Picard s'est réjoui de la construction du nouveau siège du Comité régional de la

Croix-Rouge de Koulikoro. Il a salué les résultats constatés dans l'amélioration de la santé de la mère, des nouveau-nés et des enfants dans les deux régions ciblées que sont Koulikoro et Kayes. Il a annoncé que le financement du Canada en faveur des mères, des nouveau-nés et des enfants augmentera en 2023.

Le président du Comité régional de Koulikoro, Mamadou Djiguiba, a assuré la Croix-Rouge malienne et sa partenaire canadienne du bon usage de ce joyau. Il a également remercié la Croix-Rouge belge qui a rénové l'ancien bâtiment qui était sur le site du nouveau siège. Ce qui permettra, selon lui, de renforcer les infrastructures avec trois bureaux et deux magasins avec véranda.

Le représentant du gouverneur, Sofiana Maïga, a salué la CRM et ses partenaires (Croix-Rouge canadienne et Croix-Rouge de Belgique), à travers leurs interventions diverses qui participent, activement, au développement de notre pays. « Que ces différents partenaires soient infiniment remerciés pour les nobles tâches qu'ils n'ont jamais cessé d'accomplir, surtout en direction des couches les plus vulnérables, à travers la région », a salué le conseiller aux affaires administratives et juridiques du Gouverneur. La cérémonie s'est achevée par la remise des clés, suivie de la coupure symbolique du ruban et d'un cocktail.

■ Amadou MAÏGA



Direction Générale de l'Administration des Biens de l'État : Une dizaine de véhicules disparaissent du parc automobile



Cette révélation a été faite par le bureau du Vérificateur Général dans son nouveau rapport de vérification de performance de la gestion du matériel roulant de l'État par la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'État (DGABE) pour la période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2018.

Outre les véhicules des missions diplomatiques et consulaires, ils sont environ 6 697 automobiles auxquels l'Etat, avec nos maigres ressources, injecte régulièrement une part importante de son budget à l'acquisition et à l'entretien des véhicules pour son fonctionnement. Pendant la période sous revue, c'est-à-dire du 1er janvier 2015 au 30 juin 2018, la somme des crédits budgétaires alloués à la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'État, selon nos informations, est de 4 048 724 000 FCFA. À quoi bon de continuer à débloquer des milliards pour embellir le parking automobile de la nation si certains les détournent pour leurs propres intérêts? En effet, créée suivant l'Ordonnance n°00-067/P-RM du 29 septembre 2000, rati-

fiée par la Loi n°01-012 du 28 mai 2001, et ayant pour mission d'élaborer les éléments de la politique de l'État en matière de gestion du patrimoine bâti et du patrimoine mobilier corporel et incorporel et de veiller à l'application de la réglementation en vigueur en matière de comptabilité des matières à travers entre autres le recensement, immatriculation, la DGABE semble devenir un véritable réseau laitier où chacun consomme à sa guise au grand dam du citoyen lambda. Dans le rapport de vérification de performance du bureau du Vérificateur Général récemment publié, il a été constaté que ladite structure n'organise pas l'approvisionnement des services publics en relation avec les services techniques des Ministères, n'a pas de politique en matière de gestion du patrimoine mobilier corporel ni la reddition des comptes relative à la gestion du matériel roulant encore moins le sommier des parcs autos et motos de l'État. Lors d'un passage du bureau du VG au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI), les éléments qui sont assortis prouvent un véritable dilettantisme au niveau de la DGABE. Une liste de 289 véhi-

cules, dénombrés dans quarante-huit (48) missions diplomatiques et consulaires, a été offerte alors qu'ils (les véhicules) ne figurent pas dans la situation transmise par la DGABE aux rapporteurs du BVG. Et 1 732 motos dans les situations fournies par neuf départements ministériels ne figurent également dans aucune situation produite par la DGABE.

La DGABE n'a pas fait immatriculer des véhicules de l'État.

Il y a des véhicules qui existent dans la base de données de la DGABE avec le numéro de châssis comme seule référence alors qu'ils sont utilisés par des services de l'État depuis plus de 3 ans pour certains. Un fait exprès? Des soupçons se dessinent étant donné que la non-immatriculation des véhicules de l'État augmente le risque d'utilisation desdits véhicules à des fins personnelles ou de vols. Et l'absence physique de certains véhicules alors qu'ils existent dans la situation fournie par la DGABE alors qu'aucun document relatif à leur mise à la réforme n'a été fourni par les services détenteurs desdits matériels roulants ne nous le démentira pas. Selon nos investigations, une mission du bureau du Vérificateur Général a effectué des contrôles physiques dans la Région de Koulikoro et de Ségou en présence des comptables des deux régions. À la fin de cette mission, il a été constaté l'absence de près d'une dizaine de véhicules dont une Toyota Prado 2014, une Sangyoung Musso, une Toyota Land Cruiser 2007, une Toyota Hilux DC 2014 et une Toyota Land Cruiser NI, une Land Rover 110, et une Toyota dans le parc automobile public des deux régions suscitées.

Où sont-ils partis ?

Aux autorités de réagir afin que les gouverneurs des deux régions citées présentent les véhicules non retrouvés lors du contrôle d'effectivité.

■ Seydou Konaté

Le Dialogue national inclusif : À quoi sert-il à part distribuer l'argent ?



■ Lorsque tu parles, tu ne fais que répéter ce que tu sais déjà. Mais si tu écoutes, tu pourras sûrement apprendre quelque chose de nouveau. »

Cette citation de Dalai Lama, le souverain spirituel et temporel du Tibet, illustre combien il est important de dialoguer avec l'autre pour parvenir à panser les plaies. C'est dans ce contexte qu'en cherchant la solution à sa crise multidimensionnelle, le Mali organise le dialogue national inclusif.

Ce dialogue peut être défini comme le règlement pacifique de la crise par lequel les différents participants exposeront leur point de vue dans le but de trouver une solution honorable. Il est national parce qu'il ne concerne que les Maliens. Le problème étant malien, la solution est malienne. Il est surtout inclusif parce que tout le monde est censé être concerné : l'Etat, la société civile, les partis politiques, les citoyens, les groupes armés, etc.

Mais, de 2012 à nos jours, le Mali semble dialoguer trop. La politique de dialogue s'avère la seule politique réussie de toutes les politiques. On parle beaucoup, on pratique peu. Ce qui nous amène à nous poser la question suivante :

À quoi sert donc le dialogue national inclusif en cours si ce n'est de partager l'argent et les promesses d'intérêts personnels qui en découlent ?

Si on s'en tient à faire le bilan des dialogues précédents, on se rend compte que celui en cours n'est pas nécessaire. Mais, la paix étant un processus qui prend du temps, l'espoir est peut-être permis.

Le dialogue national inclusif en cours est une répétition de ce qui a été déjà dit. Il ne reste qu'à pratiquer ce dont nous nous répétons à toutes les grandes rencontres : donnons-nous les mains pour le bonheur commun ; nous avons le même père et la même mère.

En effet, pour ne rappeler que quelques-uns, il y a eu le Forum national sur l'éducation en 2008, les Etats généraux sur la corruption et la délinquance financière en 2008, les Assises nationales sur le nord en 2013, les Etats généraux sur la décentralisation en 2013, et tout récemment la Conférence d'entente nationale du 27 mars au 2 avril 2017 qui regroupa toutes les sensibilités politique, civile et religieuse de la République.

Cette dernière a fait toute une liste de recommandations sur la gouvernance, la sécurité, la gestion des diversités et la lutte contre les formes d'exclusion, le développement socio-économique et la gestion des ressources naturelles, la promotion des valeurs sociétales et du sens civique, la paix et la réconciliation nationale et des recommandations spécifiques.

Malgré une telle mobilisation de toutes les couches de la société, la réconciliation et la paix tardent à devenir une réa-

lité. Il nous faut donc s'imprégner de l'article premier de la Déclaration de Yamoussoukro de 1986 sur la paix dans l'esprit des hommes, qui affirme que : « la paix est un comportement. »

Aussi, la crise amena le Mali à créer un Ministère spécialement pour les affaires religieuses et de cultes. Ce Ministère mène des actions de sensibilisation des fidèles de toutes les confessions religieuses, afin que les Maliens puissent se réconcilier. Dans les mosquées, dans les églises, il est constamment prêché l'amour de son prochain. Aucune cérémonie religieuse ne passe sans qu'on inculque aux fidèles la paix. Si ces religions, qui sont les seules crédibles en ce temps de crise, n'ont pas pu réconcilier les Maliens, il serait difficile de croire que la politique parviendra à le faire. Le Dialogue national inclusif est donc une perte de temps. Mais, il y a des raisons d'être optimiste, car il n'est jamais trop tard pour dialoguer.

D'abord, la paix est un processus qui prend du temps. Il est plus facile de se faire la guerre que de faire la paix. Il nous faut la patience en travaillant dans le sens de l'établissement de la paix. Pour cela, toutes les initiatives sont les bienvenues. Comprenons-nous alors ce passage de l'ancien Président ivoirien Houphouët BOIGNY au sujet de la paix : « L'eau qui tombe goûte à goûte peut percer le rocher le plus dur ».

Ensuite, le Dialogue national inclusif a des spécificités par rapport aux dialogues précédents. Il associe le monde rural en donnant d'abord la parole aux communes, cercles et régions. Cela a pour avantage non seulement de permettre aux citoyens de résoudre les conflits dormants, mais aussi de faire des propositions pertinentes aux autorités publiques pour une sortie de crise. La démocratie trouve là son sens réel, puisqu'elle est concrétisée et consolidée. Cette particularité donne droit à être optimiste sur l'utilité du dialogue envisagé.

Pour finir, même si toutes les conditions sont réunies pour être pessimiste quant à l'utilité du Dialogue national inclusif en cours, son caractère spécifique de la démocratie participative donne un minimum d'espoir.

■ Denis KAMATE
Spécialiste en Droits de l'homme
et Justice internationale

Clément Dembélé, président de la PLCC : « Nous allons sortir bientôt pour déclarer le vendredi noir à Bamako »



C'était l'indignation totale, samedi dernier, à la Place du Cinquantenaire, à côté du fleuve, sis à l'ex-ENSUP. Les membres de la Plateforme de Lutte contre la Corruption et le Chômage étaient furieux, car, ils ont jugé l'endroit trop exigu et sensé les museler. D'autant plus que l'endroit était encerclé par un nombre impressionnant de policiers.

En effet, le gouverneur ne les avait pas autorisés à se rassembler au Boulevard de l'Indépendance. Toutefois, le président de la Plateforme, Clément Dembélé, a commencé par féliciter les forces armées et de sécurité. Il a dénoncé la corruption des dirigeants du pays. Il ne peut pas comprendre, a-t-il dit, que le gouverneur les empêche de se réunir à la Place de l'Indépendance, alors qu'ils ne font que lutter contre la corruption. Il a déclaré que la plateforme entame la deuxième partie de sa lutte. « Que ceux qui ne peuvent pas diriger le Mali, s'en abstiennent

», a-t-il averti. Clément Dembélé a lancé un appel pour une prochaine sortie sous le signe du « vendredi noir », si le gouverneur veut encore les empêcher de se rassembler au Boulevard de l'Indépendance. Les Maliens, a-t-il assuré, sont prêts à mourir pour lutter contre la corruption. Il a soutenu que le procureur doit déclarer ses biens et si le lundi 28 octobre, il ne le fait pas, il doit quitter son poste. « Lorsqu'un gouverneur s'oppose à la volonté du peuple, il n'a plus rien à faire au gouvernement, car, le gouvernement appartient au peuple, » a-t-il ajouté. Selon lui, la PCC n'acceptera pas le mensonge qui consiste à dire que les Maliens ne peuvent pas manger trois repas par jour et que les ministres peuvent être milliardaires. Chaque année, a-t-il affirmé, plus de deux milliards de FCFA sont volés au Mali, alors que les jeunes sont au chômage. « Nous allons sortir bientôt pour déclarer le vendredi noir à Bamako et on va faire appel à toutes les régions du Mali pour que les Maliens sortent et manifestent leur mécontentement

». Ce sera, a-t-il dit, pour manifester leur colère contre la corruption, la bourgeoisie compadore et la haute trahison. Déjà, a-t-il soutenu, plusieurs associations ont été sollicitées. Elles se disent prêtes à adhérer à la marche. A propos des avions cloués au sol, il demande à l'Assemblée nationale d'arrêter sa commission d'enquête et de laisser Kassogué travailler. Concernant les rumeurs du départ du ministre Malick Coulibaly, il les a démenties. Pour lui, c'est de la diversion. Auparavant, Mme Diané Aissata Saar, Chargée de communication de la PCC, s'est exprimée sur la vie chère dans le pays. Elle a précisé qu'aujourd'hui, les femmes ne peuvent pas acheter de la viande, ou du poisson au marché. Les frais de condiment de 1000 FCFA par jour ne règlent plus rien, a-t-elle assuré. Elle a réitéré la détermination de la PCC à continuer à organiser ses meetings, « même s'il faut le faire au cimetière ou à Koulouba », a-t-elle martelé.

■ B.D.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Tendances : Des cheveux Nappy pleins de vie

De la tête des stars internationales à celles des jeunes femmes anonymes, les cheveux afro font leur révolution et brillent de mille feux sous les projecteurs. Ils ne sont cependant pas faciles à dompter. Les belles images qui prolifèrent sur les réseaux sociaux sont le fruit de soins réguliers, de grandes attentions et de patience.

Secs et cassants, les cheveux crépus ont la particularité d'être ternes, fragiles avec des boucles très serrées. Ils poussent en spirale et vers le haut contrairement aux autres types de cheveux. Ils ont besoin d'une bonne dose d'entretien pour se fortifier, rester en bonne santé et resplendir.

Comment bien entretenir ses cheveux crépus ?

Pas de magnifiques cheveux afro sans soins particuliers, beaucoup d'attention et de patience. Il faut adopter une "routine capillaire" adaptée et régulière afin qu'ils soient souples, doux au toucher, brillants et agréables à coiffer. Voici quelques conseils pour avoir une crinière naturelle qui fait tourner les têtes.

Osez le big chop...

Étape indispensable pour avoir une base saine,

il consiste à couper les longueurs qui ont été modifiées chimiquement par le défrisage et le lissage. En général, les cheveux sont coupés très courts pour ne garder que les repousses, la partie naturellement crépue et frisée. Pour celles qui redoutent ce passage radical aux cheveux courts, il existe l'option taille régulière des pointes abîmées.

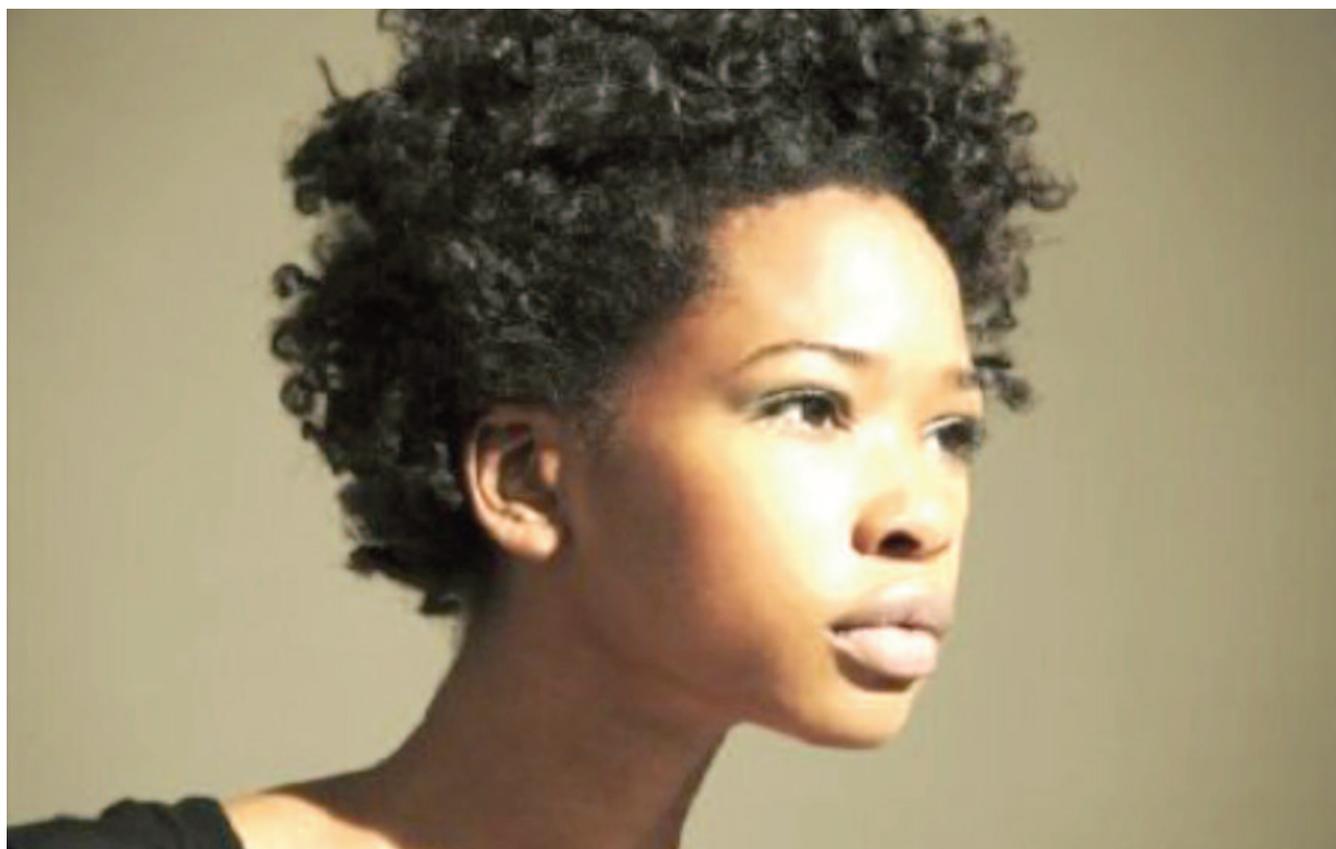
...adoptez la routine capillaire qui vous va bien. Il existe plusieurs types de routine capillaire. La meilleure est celle qui correspond le plus à la nature de vos cheveux et que vous pouvez suivre régulièrement sans trop de contraintes. D'une façon générale, il faut privilégier les shampoings hydratants pour laver les cheveux tous les 15 jours environ. Pour préserver la fragilité des cheveux, on peut remplacer le shampoing par un après-shampoing. Ce dernier à l'avantage d'être à la fois moins agressif et démêlant. Il convient aussi de nourrir et hydrater les cheveux une à deux fois par jour. Il est bon d'utiliser un soin hydratant et nourrissant complet une fois par semaine. Et adopter les gestes indispensables à faire le soir avant de se coucher : nutrition, démêlage et séparation des cheveux.

N'oubliez pas les soins hydratants. Parce que les cheveux afro libèrent moins de sébum que les autres types de cheveux, il est essentiel de bien les hydrater et nourrir les fibres autant que le cuir chevelu afin d'éviter la casse et les pellicules. Pour cela, il faut utiliser des produits à base d'ingrédients naturels comme les huiles végétales (l'huile de jojoba, l'huile de coco ou encore l'huile de ricin) qui hydratent et redonnent souplesse et brillance à la chevelure.

Il est recommandé de faire un masque hydratant une fois par semaine pour revitaliser et nourrir les cheveux en profondeur. Le masque peut être à base de beurre de karité, d'huile d'argan, de monoi, d'olive, de miel, d'avocat, de banane...

Il est conseillé aussi de renforcer, réparer et restructurer les cheveux avec un masque à base de kératine une à deux fois par semaine. La kératine permet d'augmenter l'élasticité des cheveux et les protège de la casse et de la chute tout en favorisant la pousse.

■ Zena TRAORÉ-DIAKITÉ



Cameroun/ Éboulements : Les recherches se poursuivent après le drame de Bafoussam

La population de Bafoussam et des environs remue la terre pour tenter de retrouver des survivants dans la coulée de boue qui a déjà fait 43 mort dans la nuit de lundi 28 à mardi 29 octobre 2019.

À Bafoussam, dans l'ouest du Cameroun, les recherches se sont intensifiées mercredi 30 octobre, suite à un éboulement de terrain survenu dans la nuit de lundi à mardi. Le bilan est lourd : au moins 43



personnes sont mortes, dont 26 enfants. Les recherches, suspendues tard dans la nuit, devaient reprendre ce jeudi.

C'est un véritable travail de fourmi : sur le terrain, les secouristes passent au peigne fin des amas de boue mélangés à des débris de bois... Ils cherchent à savoir si des victimes sont coincées sous les décombres.

À Gouaché, un quartier niché sur une colline, des dizaines d'habitations précaires ont totalement été emportées par les eaux de pluie lundi soir. Sur place, les autorités locales n'avancent pas de chiffres : impossible pour elles de dire combien de personnes sont encore portées disparues.

Élections au Royaume-Uni : Boris Johnson veut en faire un référendum pro-Brexit

Le Royaume-Uni devait quitter l'Europe ce jeudi 31 octobre. Mais le Brexit a été une nouvelle fois décalé au 31 janvier 2020. Pourtant Boris Johnson avait dit qu'il ferait sortir Londres de l'Union européenne coûte que coûte le 31 octobre. Le Premier ministre britannique a tout de même réussi à faire voter par le Parlement l'organisation d'élections législatives, le 12 décembre prochain. La campagne doit commencer le 6 novembre. C'est une campagne électorale risquée pour Boris Johnson qui va commencer le 6 novembre. Le Premier ministre espère bien retrouver sa majorité. « C'est pour lui le seul moyen de mener à bien son Brexit », explique Sophie Loussouarn, spécialiste de la Constitution britannique, enseignante à l'université de Pi-



Le Premier ministre britannique Boris Johnson à la Chambre des communes à Londres le 19 octobre 2019, lors d'un débat sur l'accord relatif au Brexit

cardie.

On connaît déjà le programme du Parti conservateur, mais aussi celui du Parti travailliste, qui veut un nouveau référendum sur le Brexit. « Nous nous trouvons face à deux programmes aux antipodes. Un programme libéral pour les conservateurs et un programme travailliste qui revient au dogmatisme de l'après-guerre, avec un programme de nationalisation des entreprises privées et notamment des chemins de fer, de la poste, de l'eau et de l'électricité, un programme de réduction de la

semaine de travail à quatre jours, et un programme d'augmentation du revenu minimum. Cette politique conduira à l'organisation de deux référendums. Un sur le Brexit pour s'assurer de la décision des Britanniques et un sur l'Écosse », analyse cette spécialiste.

En tête dans les sondages, Boris Johnson l'a admis devant des élus conservateurs : « Ce sera une élection difficile. » En 2017, l'ex-Première ministre Theresa May, promise par les sondages à une large victoire, avait finalement perdu des sièges.

Magassouba : "Je n'ai aucun problème avec un joueur"

Décrit par certains comme persona non grata de quelques joueurs cadres de l'équipe nationale, le sélectionneur Mohamed Magassouba a fait une sortie médiatique pour tenter de clarifier les choses. "Je n'ai aucun problème avec un joueur", s'est-il justifié.

L'équipe nationale du Mali a été très fortement secouée lors de la dernière journée FIFA par une vague de forfaits. Avec une quinzaine d'absences contre l'Afrique du Sud en amical (défaite 2-1) dont des joueurs cadres, il n'en fallait pas plus aux supporters et observateurs de l'équipe nationale pour évoquer une ambiance délétère entre le sélectionneur et ses joueurs. Mis au parfum de cette informa-

tion, Mohamed Magassouba a fait une sortie médiatique pour couper court à cette information.

"Cette équipe nationale est bâtie sur un socle psychologique extrêmement important. Un socle mental très fort. C'est ce qui explique la cohésion dans le jeu. Une équipe nationale désunie ne peut pas jouer. La structure de jeu, la production footballistique témoignent déjà de l'enthousiasme qui est dans cette équipe nationale", a d'abord décrit ainsi, Magassouba, l'ambiance dans le Nid des Aigles avant de contre-attaquer à son tour: "Mais il y en a qui cherche toujours des bêtes, à mettre des poux dans la tête des gens. Je n'ai aucun problème avec un joueur depuis que je suis venu dans cette équipe nationale. Les gens ont cité le cas d'Yves Bissouma. Moi je n'ai jamais eu de problème avec Yves. Un joueur peut dire qu'il souhaite continuer à jouer dans un match ou à être titulaire. Cela existe dans toutes les équipes. Ce n'est pas avec Mohamed Magassouba seulement. Mais ça ce n'est pas le problème... Parlant, d'Yves, je l'ai eu au téléphone. Quand il a dit qu'il devrait faire une



opération à son épaule, des gens ont interprété que parce qu'il ne s'entendait pas avec moi. Après ils l'ont vu à l'hôpital. Mais malgré tout ça ils continuent à dire que le joueur ne s'entend pas avec moi parce qu'ils ne veulent pas tout simplement de Magassouba. "

■ **Salif Diakité**

CAN U23 : Le Mali débute sa préparation

La CAN des moins de 23 ans se déroulera en Egypte du 8 au 22 novembre 2019. La compétition mettra aux prises huit équipes réparties en deux poules de quatre. Le Mali est logé dans le groupe A en compagnie du pays organisateur l'Egypte, du Ghana et du Cameroun tandis que la poule B est constituée du Nigeria, de la Zambie, de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique du Sud.

Le Mali aura l'honneur d'ouvrir le bal contre l'hôte de la compétition, l'Egypte, le 8 novembre. Ensuite, les hommes de Fanyéri Diarra affronteront successivement le Cameroun (11 novembre) et le Ghana (14 novembre). La CAN U23 est qualificative pour les prochains Jeux olympiques. Les trois premiers de la compétition seront qualifiés pour Tokyo 2020.

Pour mieux aborder la compétition, le Mali effectue, à compter de ce jour, un stage de préparation au Qatar. Le sélectionneur Fanyéri



Diarra compte jouer deux matches amicaux les 1er et le 4 novembre avant de regagner l'Egypte. La liste de 21 joueurs sélectionnés pour la compétition a été dévoilée. Elle comprend au total 17 expatriés convoqués, même si le technicien a confié que certains clubs, notamment RB Salzbourg, ont refusé de libérer leurs joueurs. Pour le sélectionneur, l'objectif du Mali est simple : la qualification pour les JO 2020. « Cette compétition nous donne l'op-

portunité, si nous sommes sur le podium, d'être aux Jeux olympiques, Tokyo 2020. Nous partons en Egypte pour être sur le podium et nous ferons tout pour réussir », a déclaré Fanyéri Diarra. Il estime que toutes les équipes se valent à ce niveau, qu'elles ne sont pas là par hasard. « Nous partons à chance égale sur le terrain », a indiqué le technicien.

■ **Ousmane CAMARA**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnez le maximum de vous-même et vous êtes un employé modèle. Vos employeurs vous adorent et se louent chaque jour de votre présence. Votre esprit est fin et analytique et vous êtes super efficace parce que vous allez au fond des problèmes à régler.

Uranus est en harmonie avec votre signe et vous promet que tout est possible au niveau financier. Vous pourriez avoir des rentrées d'argent imprévues et bienvenues. Profitez-en pour faire des projets à long terme. La bête à cornes que vous êtes doit foncer et prendre les bonnes décisions.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les projets prennent de l'ampleur, il semblerait que vous ne soyez pas préparé à un tel changement. Vous parlez de vos appréhensions avec vos proches, le côté positif c'est que vous trouvez du soutien, ça vous réconforte, ça vous donne du courage.

Dès que l'on aborde le sujet des finances, vous grincez des dents. Votre budget est serré, mais seulement parce que vous avez un peu abusé côté dépenses. Un petit réajustement s'impose illico presto. Pas le choix, il faut vous tirer la ceinture.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes en pleine transformation et êtes un peu sceptique. Vous ressentez un besoin de liberté, de changement et de révolte ! Peut-être devriez-vous vous diriger vers un métier créatif, une carrière médicale, ou vers l'humanitaire ? Vous vous interrogez.

Vous allez avoir un peu de difficultés à faire des économies et serez tenté de dépenser sans compter ! Le budget devra être minutieusement respecté, sinon gare aux frustrations qui pourront apparaître. Un conseil, soyez plus économe que panier percé !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'activité actuelle ne vous plaît plus. La routine vous a épuisé et vous préférez prendre le large. Rompre le contrat et partir ailleurs vous tente. Laissez-vous guider par votre intuition et franchissez ce pas ! Un collègue peut vous aider à avancer.

Il faut faire attention aux finances. Vous êtes heureusement très prudent. De la récupération ou du bricolage pourrait être profitable. Vous aspirez à réaliser des économies grâce à de bonnes affaires. Si vous faites des emplettes, vous évitez de dépenser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Pluton et Saturne vous poussent à vous renouveler dans votre quotidien pour avoir toujours plus de résultats positifs dus à votre compétence certaine. Vous rayonnez comme il se doit. Il est probable que vous en fassiez bénéficier ceux qui gravitent autour de vous.

Les fluctuations financières vécues récemment connaissent une petite pause, ce qui peut vous permettre de concrétiser vos desseins. Rien n'est clair cependant, soyez très vigilant dans vos associations et dans vos rapports avec les tiers.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les échanges vous rapportent quelques bons tuyaux, surtout si vous recherchez du travail. La journée promet de belles ouvertures, soyez attentif à tout ce qui se passe autour de vous. Mettez la communication en avant. Au programme : de l'entraide.

Avant de craquer pour un smartphone à la mode ou pour un tout autre objet onéreux, jetez un oeil du côté de vos comptes. C'est toujours facile de sortir la carte bleue, mais ce sont les conséquences qui sont moins agréables. Alors, prudence.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Cette journée est de bon augure et quelque chose se prépare dans votre travail. Uranus traverse le domaine de votre activité professionnelle et un événement libérateur pourrait arriver. Peut-être une reconnaissance dans votre profession ?

Un oncle d'Amérique aurait-il prévu de vous faire plaisir ? C'est fort probable ! Une rentrée d'argent imprévue serait programmée par vos astres ! Souvent les événements inattendus sont les plus appréciés. Ça pourrait être le cas.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous ne manquez pas d'idées pour améliorer les conditions de travail. Vous pourriez travailler vite et bien tandis que vos collègues peinent. Gare à la rivalité professionnelle qui guette. Ne confiez pas du tout vos rêves professionnels, à quiconque.

Vous avez envie de faire des économies. Votre imagination et créativité vous aident à réaliser vos objectifs. La situation matérielle se maintient. Vous gérez du mieux possible les frais domestiques. La stabilité financière avec vos activités vous rassure.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

De forts bouleversements peuvent se manifester au sein de votre entreprise, vous obligeant à revoir vos positions et vos stratégies. Avec le Soleil en maison 12, il se peut que vous n'ayez pas conscience que tout ceci vous perturbe intérieurement.

Un carré Saturne/Mars peut vous causer des blocages et des retards dans la réception de votre salaire. Vous pourriez ressentir une petite frustration, car vous avez fait tout ce qu'il fallait et vous n'arrivez pas à vos fins.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Avancer dans la hiérarchie c'est ce qui vous motive plus que tout. Aujourd'hui, vous déployez toute votre énergie au bon fonctionnement de votre travail. Vous misez haut. Vous envisagez d'atteindre les sommets et la reconnaissance. Belle ambition, bravo !

Certaines planètes vous mettent en garde contre les excès matériels. Vous avez besoin de faire un check-up de votre situation financière. Inutile de croire que vous n'avez pas le temps de jeter un oeil à vos comptes, ce serait vous voiler la face.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Peut-être avez-vous subi quelques transformations professionnelles ces temps-ci ? En tout cas, c'est un succès ! Votre intuition ne s'est pas trompée, la réussite est au rendez-vous ! Vous êtes là où vous deviez être, ça ne fait aucun doute.

Aujourd'hui peut être l'occasion de vous intéresser aux placements boursiers, pourquoi pas ? Rencontrer votre banquier pourrait vous ouvrir de nouvelles perspectives, mais néanmoins avec prudence. Neptune en maison 2 pourrait être porteur d'illusions.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous n'avez plus envie de continuer les fonctions actuelles. Démissionner est une situation qui peut vous tenter. L'ambiance avec les collègues est l'une des causes de ce départ. Un nouveau cap de vie se met en route. L'optimisme vous accompagne.

Les échanges avec la famille influencent votre gestion financière. Vous recevez des conseils de proches. Il vous appartient de les suivre ou de les ignorer. Si vous faites des emplettes, prenez le strict nécessaire. Vous serez à temps d'acheter plus tard.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA